Considérant qu'en le faisant, il a visiblement et en raison de sa qualité de chef d'agence, mis les caissiers dans l'impossibilité matérielle de vérifier la conformité des photographies avec l'identité apparente du client ;

Qu'en outre, rien ne l'empêchait selon les recommandations de la banque en la matière, de procéder à ladite vérification avant de se faire payer le montant des chèques litigieux ;

Considérant que cette faute est d'autant plus intolérable qu'elle a été répétée au point de faire perdre à la banque une importante quantité de somme d'argent ;

Que le premier juge a fait une saine appréciation des faits et une exacte application de la loi ;

Il y a lieu de confirmer le jugement attaqué ;

Sur les dommages-intérêts pour réintégration tardive

Considérant que la demande n'est pas justifiée ;

Qu'en effet, les dommages-intérêts sollicités ne sont pas prévus par la législation du travail ;

Considérant qu'en outre, il n'est pas démontré de préjudice résultant de ce fait ;

Qu'il y a lieu de confirmer le jugement en toutes ses dispositions;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en dernier ressort ;

Déclare monsieur Kié Bi Manny recevable en son appel relevé du jugement social contradictoire n°165/CS2/2017 du 07 février 2017 ;

Les y dit cependant mal fondé et l'en déboute ;

Confirme le jugement querellé en toutes ses dispositions;

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la cour d'appel d'Abidjan, les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le Président et le greffier./.

convention collective ; Il en conclut que le jugement querellé n'est pas conforme au droit et qu'il doit conséquemment être infirmé ;

En réaction, l'intimé plaide la confirmation dudit jugement en insistant sur l'inaccomplissement par l'appelant des contrôles d'usage imposés par la procédure de la banque ainsi que la méconnaissance des règles de l'activité bancaire notamment la règle « Know your client » et la loi sur le blanchiment;

Selon lui, le montant et la fréquence des retraits effectués sur présentation d'un simple bordereaux et de plus sur un compte non domicilié dans l'agence, devrait obliger l'appelant à faire des recherches plus approfondies sur l'identité du client et la destination des fonds ;

Le ministère public à qui la procédure a été communiquée pour avis a conclu à la confirmation du jugement attaqué ;

LES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Considérant que toutes les parties ont conclu en cause d'appel ;

Qu'en conséquence, la décision est contradictoire ;

Sur la recevabilité de l'appel

Considérant qu'il ressort de l'acte de greffe au dossier que l'appel de monsieur Kié Bi Manny a été interjeté conformément aux conditions de forme et de délai prescrites par les articles 81.18 et 81.31 du code du travail ;

Qu'il convient de le déclarer recevable ;

AU FOND

Sur le caractère du licenciement et les dommages-intérêts pour licenciement abusif

Considérant que pour solliciter l'infirmité du jugement querellé, l'appelant prétend qu'aucune règle de la banque ne l'obligeait à empêcher les opérations surtout qu'aucune restriction n'a été mise sur le compte de COFE CESA conformément au principe selon lequel des restrictions doivent être mises sur les comptes des établissements privés laïcs qui reçoivent des subventions de l'Etat ;

Considérant cependant que ni l'absence de restriction mise sur le compte par la banque, ni l'insuffisance des vérifications effectuées par les caissiers ne peuvent le décharger de la faute de négligence à lui reprochée ;

Qu'en effet, il est constant comme résultant de l'ensemble des pièces du dossier que les caissiers n'ont pu vérifier l'identité du fraudeur puisque le chef d'agence l'ayant installé dans son bureau, il s'est lui-même chargé de présenter les chèques et de recevoir paiement en ses lieux et place;

Au total, il estime que le motif du licenciement n'est qu'un prétexte pour se débarrasser de lui ;

Pour résister à son action, la société ECOBANK CÔTE D'IVOIRE fait valoir qu'elle a été saisie le 28 octobre 2014, d'une plainte venant de monsieur Gossan Akoun, l'informant de ce que le compte de son établissement scolaire avait été frauduleusement débité ;

Qu'elle menait des investigations par un audit interne, lequel laissait apparaître que dans la période du 02 septembre au 20 octobre 2014, 26 retraits par fractions donnant un total de la somme totale de 77 350 000 francs ont été effectués selon le mode opératoire suivant :

Le fraudeur se rendait directement dans le bureau de monsieur Kié Bi Manny, chef d'agence, muni d'une carte d'identité jaune et sur laquelle était mentionné le nom de monsieur Gossan Akoun, opérateur économique, et à laquelle était jointe une carte de visite indiquant qu'il était le directeur de l'entreprise COFE CESA , titulaire du compte ;

Sur la base de ces documents, le chef d'agence qui disait pourtant le rencontrer pour la première fois, le considérait comme un client VIP et le présentait comme tel à ses collaborateurs en vue de faciliter les différents paiements effectués ;

Selon elle, ces faits sont constitutifs de faute lourde parce qu'en sa qualité de cadre de banque, monsieur Kié Bi Manny est censé pouvoir détecter les indices d'une opération illicite ;

Et pire, il a induit en erreur tous ses collaborateurs , soumis à son autorité de chef d'agence;

Le tribunal vidant sa saisine a estimé que la rupture du contrat est légitime pour être consécutive à une faute professionnelle résultant d'une violation des procédures prescrites par l'employeur ;

Il a admis qu'en outre , les circonstances tirées des impératifs particuliers de sécurité au sein du secteur bancaire dont il était un agent suffisent à imprimer à ladite violation le caractère d'une faute lourde rendant intolérable le maintien des relations contractuelles ;

Sur les indemnités spéciales de réintégration tardive, il a estimé que la direction de l'inspection du travail d'Abidjan ayant autorisé le licenciement du demandeur, celui-ci était mal fondé à solliciter leur paiement desdites indemnités ;

En cause d'appel, monsieur Kié By Manny insiste pour dire que sa présence au guichet n'a influencé en rien les caissiers et qu'il leur revenait de procéder aux vérifications d'usage des bordereaux ;

Qu'en outre, les paiements ont été favorisés par le fait que la banque n'a pas fait de restriction sur le compte ;

Il ajoute que les dommages-intérêts sollicités viennent sanctionner la violation de l'obligation de faire à la charge de l'employeur et non l'application de l'article 87 de la

LA COUR

Vu les pièces du dossier ;

Vu les conclusions écrites du Ministère Public ;

Où les parties en leurs moyens, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

LA PROCEDURE ET LES PRETENTIONS DES PARTIES

Par déclaration reçue au greffe du tribunal du travail d'Abidjan suivant acte n°067/2017 du 17 février 2017, monsieur KIE BI MANNY a relevé appel du jugement social contradictoire n°165/CS2/2017 du 07/02/2017 rendu par le tribunal du travail d'Abidjan lequel l'a dit mal fondé en son action et débouté ;

Il ressort de l'énonciation du jugement attaqué et des pièces du dossier que par requête reçue au greffe le 08 juin 2016, monsieur Kié Bi Manny a fait citer la société ECOBANK Côte d'Ivoire par devant la juridiction du travail d'Abidjan à l'effet de s'entendre celle-ci condamner à défaut de conciliation, à lui payer des sommes d'argent à titre d'indemnité de licenciement et de préavis, d'indemnités spéciales pour réintégration tardive, de gratification, de congés et de dommages-intérêts pour licenciement abusif ;

Il expose au soutien de son action qu'il a été embauché par la société ECOBANK CÔTE D'IVOIRE, par contrat à durée indéterminée du 1er juin 2002 en qualité d'assistant en charge de la clientèle ;

Qu'ayant été élu délégué du personnel au mois d'Août 2009, son savoir faire et son sérieux lui ont valu d'être nommé au mois de Février 2013, en qualité de chef par intérim de l'agence de Bouaké avant de passer comme chef de l'agence de Yamoussoukro le 28 Avril 2014 ;

Il explique que 07 Octobre 2015, il a été licencié sur autorisation de la direction de l'inspection du travail d'Abidjan, saisie sur recours de son employeur, lequel s'était vu refuser la même autorisation par l'inspecteur du travail de Yamoussoukro ;

Il estime que son licenciement est abusif parce que les motifs allégués manquent de sérieux ;

Qu'en effet, le fait qui lui est reproché de porter le bordereau à la caisse et recevoir les paiements pour le compte du client, est parfaitement conforme aux recommandations de la banque ;

Il ajoute que sa présence à la caisse ne peut pas et ne doit pas empêcher le caissier de se conformer à la règle impérative de vérification que lui impose le descriptif de sa fonction ;

juillet 2018 pour communication écrite du Ministère Public. De retour, l'affaire a été mise en délibéré à la date du 20 décembre 2018 puis vidé ce jour.

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

Advenue l'audience de ce jour, jeudi 20 décembre 2018, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt ci-après qui a été prononcé par Madame le Président ;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ni préjudicier aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS :

Le Tribunal du travail d'Abidjan-plateau statuant en la cause en matière sociale, a rendu le jugement N°165/CS2 en date du 07 février 2017 au terme duquel il a statué ainsi qu'il suit :

« Statuant publiquement, contradictoirement, en matière sociale et en premier ressort ;

Déclare recevable l'action de KIE BIE MANNY ;

Lui dit mal fondée ;

Le déboute en conséquence »

Par acte N° 067 du greffe en date du 14 février 2017, Monsieur KIE BI MANNY a relevé appel dudit jugement ;

Le dossier de la procédure ayant été transmis à la cour d'Appel de ce siège, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le N°253 de l'année 2017 et appelée à l'audience du jeudi 13 avril 2017 pour laquelle les parties ont été avisées ;

A ladite audience, l'affaire a été renvoyée au 11 Mai 2017 et après plusieurs renvois fut utilement retenue à la date du 14 juin 2018 sur les conclusions des parties ;

Puis, la Cour a mis l'affaire en délibéré pour arrêt être rendu à l'audience du jeudi 05 juillet 2018. A cette date, le délibéré a été rabattu et renvoyée au 19

EXBEDICTION DETIABEE GE

EXBEDICTION DETIABEE GE

N°730
Du 20/12/18
**ARRET SOCIAL
CONTRADICTOIRE**
1^{ère} CHAMBRE
SOCIALE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN-CÔTE D'IVOIRE

PREMIERE CHAMBRE SOCIALE

AUDIENCE DU JEUDI 20 DECEMBRE 2018

AFFAIRE :

**MONSIEUR KIE BI
MANNY**

Me TAPE MANAKALE

C/

**LA SOCIETE
ECOBANK CÔTE
D'IVOIRE**

CABINET KONAN-
KAKOU-LOAN ET
ASSOCIES

La Cour d'Appel d'Abidjan, Première chambre
Sociale séant au palais de justice de ladite ville, en
son audience publique ordinaire du jeudi 20
décembre deux mil dix-huit à laquelle siégeaient :

Madame **OUATTARA MONO HORTENSE
EPOUSE SERY**, Président de Chambre,
Président ;
Monsieur **GUEYA ARMAND** & Madame
**YAVO CHENE HORTENSE EPOUSE
KOUADJANE**, conseillers à la Cour, Membres ;
Avec l'assistance de **Maître N'GORAN YAO
MATHIAS**, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE :

MONSIEUR KIE BI MANNY, représenté et
concluant par les soins du Maître TAPE
MANAKAL, son conseil ;

APPELANT

D'UNE PART

ET

LA SOCIETE ECOBANK CÔTE D'IVOIRE

représentée et concluant par les soins du
CABINET KONAN-KAKOU-LOAN ET
ASSOCIES, son conseil ;

INTIME

D'AUTRE PART

EXPEDITION DELIVREE LE

2019 au Maître TAPE MANAKALE

EXPEDITION DELIVREE LE

2019 au Cabinet KONAN-KAKOU-LOAN

et remis à H. Kouaoul Kan Noutta

et remis à H. Kouaoul Kan Noutta